

FÉVRIER 2019

# COMMENT RÉDUIRE AVEC SUCCÈS LE FARDEAU RÉGLEMENTAIRE

Par Mathieu Bédard et Kevin Falcon

Dans son plus récent Énoncé économique, publié à l'automne, le gouvernement fédéral a inclus un chapitre sur la réglementation, notamment pour éliminer des exigences réglementaires désuètes ou faisant double emploi. Bien qu'il soit louable qu'on reconnaisse l'effet négatif du fardeau réglementaire canadien sur notre compétitivité – puisque les États-Unis constituent une destination de rechange facilement accessible aux investisseurs –, il faut néanmoins se demander comment le réduire vraiment<sup>1</sup>.

## LE PROBLÈME DE LA RÉGLEMENTATION

Un règlement est un texte législatif créé sous le régime d'une loi<sup>2</sup>. Il confirme les exigences de cette loi et fournit des directives sur sa mise en œuvre, son interprétation et son application. Par sa nature même, la réglementation empêche les entreprises et les particuliers de faire des choix qu'ils auraient faits en son absence.

La plupart des règlements ont un objectif raisonnable. Néanmoins, même lorsque c'est le cas, ils ont un coût. Presque tout règlement constitue une barrière à l'entrée pour le nouvel entrepreneur – alors que les créateurs d'entreprises jouent un rôle crucial dans une économie plus concurrentielle, en abaissant le prix des biens et services et en rehaussant le niveau de vie de chacun. Comme la réglementation protège les parts de marché d'entreprises déjà établies qui, souvent, ne sont pas les plus productives (ou sont même parfois improductives), elle affecte aussi la productivité et empêche, au bout du compte, les salaires d'augmenter.



Si les opportunités manquées en raison de barrières à l'investissement engendrent un coût très important, on doit aussi considérer les dépenses des organismes de réglementation et la rémunération de leur personnel, les coûts de conformité par les entreprises et ceux qu'elles doivent déboursier pour prouver aux fonctionnaires qu'elles sont bien en règle. Ces deux derniers coûts, qui sont assumés par l'entreprise privée, n'apparaissent pas dans le budget d'un gouvernement. Ils ont néanmoins un impact considérable sur la création d'emplois, la croissance des salaires et la progression du niveau de vie.

Une multitude de règlements gênent l'entrepreneuriat et freinent l'économie au Canada. Une façon de mesurer ce fardeau réglementaire consiste à dénombrer les exigences imposées aux entreprises. Celles-ci concernent notamment la divulgation ou la présentation de renseignements

Cette Note économique a été préparée par **Mathieu Bédard**, économiste à l'IEDM, et **Kevin Falcon**, vice-président exécutif d'Anthem Capital, ancien ministre d'État à la déréglementation de la Colombie-Britannique et senior fellow à l'IEDM. La **Collection Réglementation** de l'IEDM vise à examiner les conséquences souvent imprévues pour les individus et les entreprises de divers lois et règlements qui s'écartent de leurs objectifs déclarés.







